



CERCLE  
FRANÇAIS DE L'EAU

# Quelle place pour l'eau dans l'Agenda international ?

*Débat Assemblée générale 9 juillet 2015  
- Synthèse -*

# Sommaire

Discours d'ouverture .....	3
Débat .....	4
Échanges avec la salle .....	13

## Discours d'ouverture

**Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau*

2015 est une année dense en événements internationaux et il est évident que la place de l'eau doit y être prépondérante. Les différents événements de l'année 2015 ont abordé tous les niveaux de la politique de l'eau. Il y a eu le Forum mondial de l'eau en avril, organisé en Corée par le Conseil mondial de l'eau. De nombreux Français y ont participé, notamment des parlementaires, et sont intervenus sur le sujet de l'eau dans l'Agenda international. Un sommet sur le financement du développement se tient ce mois de juillet à Addis-Abeba ; l'eau y aura été un élément essentiel. En septembre, ce sera l'Assemblée générale des Nations unies, au cours de laquelle sera adopté l'Agenda post-2015. Un moment fort pour l'Agenda international puisqu'il s'agira d'adopter les objectifs de développement durable (ODD) parmi lesquels l'eau et l'assainissement devraient trouver leur juste place. En décembre, la 21<sup>e</sup> Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur le climat, COP21, sera organisée en France, au Bourget ; ce sera le plus grand événement diplomatique jamais organisé dans l'Hexagone. Nous souhaitons que ce sommet marque l'histoire des conventions sur le climat par des mesures ambitieuses, qu'il est devenu urgent de prendre et qui doivent donner à l'eau une place importante.

La politique de l'eau doit être considérée comme une politique majeure. L'eau doit être une thématique à part entière, considérée, prise à bras-le-corps par nos politiques. Elle doit avoir des objectifs clairement définis et faciles à mesurer dans leur efficacité et dans l'efficacité de leur mise en œuvre. Lorsque nous essayons de les mesurer, un certain nombre de chiffres s'avèrent assez éloignés les uns des autres. Par exemple, certaines analyses indiquent que 800 millions de citoyens n'ont pas accès à l'eau. Mais si l'on considère l'accès à une eau potable, ce sont 3 milliards de citoyens qui en sont privés !

Sommes-nous satisfaits des résultats des objectifs du millénaire ? Sommes-nous satisfaits des résultats des discussions et déclarations émises et publiées lors du Forum mondial de l'eau ? Ce forum a-t-il été celui des solutions ou des déceptions ? Comment allons-nous transformer ces événements passés pour préparer ceux à venir ? La définition de ces objectifs est-elle suffisamment claire ?

## Débat

### Gérard PAYEN

*Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du secrétaire général de l'ONU*

Quelle est la place de l'eau dans la politique mondiale aujourd'hui ? Nous sommes sur une planète où certains problèmes liés à l'eau sont en croissance. Il faut de l'action pour les gérer et les affronter. Cette action est locale mais, à l'échelle internationale, nombre de sujets méritent que les différents gouvernements se mettent en phase afin de coordonner leurs actions.

Existe-t-il aujourd'hui des politiques mondiales de l'eau ? La réponse est oui, mais uniquement dans le sous-secteur de l'accès des populations à l'eau potable et aux toilettes. Il s'agit de la politique des objectifs du millénaire pour le développement, décidée en 2000 et qui s'achèvera en 2015. Cette politique a eu des effets bien insuffisants, mais elle a été réellement efficace. Elle a mobilisé un certain nombre de gouvernements pour améliorer cet accès. Aujourd'hui, les gouvernements au sein des Nations unies veulent aller plus loin : ils sont en train d'imaginer des objectifs mondiaux de développement durable, ce qui, pour l'eau, est très important.

Il y a déjà eu beaucoup de déclarations sur l'eau aux Nations unies, mais les plus belles résolutions politiques ne sont connues que des spécialistes. La presse est informée le jour où ces résolutions sont adoptées, puis celles-ci tombent dans l'oubli trois semaines après. Cette fois, pourtant, il s'agit de quelque chose de

spécial visant à adopter des objectifs qui ne sont pas des formulations plus ou moins précises, mais bien des objectifs quantifiés. Des valeurs numériques sont attachées à un certain nombre de résultats. L'idée est d'atteindre ces résultats en quinze ans, d'ici à 2030, en suivant les progrès réalisés. L'existence d'un instrument de mesure fait que, dans les années à venir, nous pourrions régulièrement faire le point sur les progrès et prendre des mesures correctives si cela s'avère nécessaire. Ce n'est pas une déclaration politique un peu vague, mais un programme d'actions avec un instrument de mesure. C'est très différent de tout ce qui a été fait jusqu'ici.

L'autre différence, qui représente un espoir extraordinaire, réside dans le fait que les problèmes de l'eau sont enfin considérés dans leur totalité et non simplement pour la partie « accès des populations ». Aujourd'hui, nous n'avons pas d'objectifs de développement durable, mais ils sont en construction et nous espérons arriver très prochainement à une décision. Ce débat a démarré au Sommet du développement durable de Rio, il y a trois ans. Il s'agit de sélectionner les objectifs les plus importants pour l'humanité pour les quinze prochaines années. L'eau en fait partie, mais il y a bien d'autres sujets.

En mars 2014, les différents gouvernements ont sérieusement commencé à négocier. Cela a abouti en septembre 2014 à un texte provisoire contenant un certain nombre d'objectifs servant de socle au futur programme d'actions dont l'eau fait partie. Le but est

de parvenir à ce que l'ensemble des gouvernements adopte, lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015, une grande résolution sur les objectifs mondiaux 2015-2030. Cette résolution va-t-elle porter sur l'ensemble des composantes évoquées précédemment ? Pas tout à fait : elle va fixer les objectifs et les cibles quantifiées. Les moyens financiers seront débattus dès dimanche prochain à Addis-Abeba. Certains pays estiment que ces objectifs coûtent trop cher et souhaitent diviser leur nombre par deux.

Une résolution est donc prévue en septembre, mais les indicateurs sont en cours de discussion dans un processus différent, entre statisticiens, et ils devraient être connus en mars 2016.

Sur les dix-sept objectifs proposés, l'un est relatif à l'eau, ce qui est nouveau. Une telle visibilité de l'eau à l'échelle internationale n'existait pas jusqu'alors. Il y avait une cible sur l'eau dans les objectifs du millénaire, mais uniquement dans le cadre plus général d'un objectif sur l'environnement. Dans cet objectif relatif à l'eau se trouvent six cibles. Pour mesurer les progrès vers ces six cibles, dix indicateurs de mesure ont été proposés. Il existe par ailleurs une cible sur les catastrophes, liées à 80 % à l'eau. Cette problématique eau qui détruit est donc prise en compte. Le problème actuel réside dans le fait que 303 indicateurs ont été proposés pour ces dix-sept objectifs. C'est à la fois peu et beaucoup. Ce nombre est raisonnable par rapport à l'ambition du programme, mais il fait peur, en particulier aux instituts de statistiques. Il y a donc une pression pour réduire le nombre des indicateurs.

Il y a quelques années, j'ai cherché à identifier les enjeux mondiaux les plus importants concernant l'eau et mis en évidence l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement, la pollution des eaux (qui ne fait aujourd'hui l'objet d'aucune politique mondiale), la gestion des ressources en eau (un problème croissant dans toutes les zones où la pénurie d'eau s'aggrave à cause de l'augmentation des demandes) et enfin les catastrophes liées à l'eau. J'avais identifié deux facteurs aggravants : le changement climatique et l'urbanisation de la planète. Ce sont exactement ces points que l'objectif de développement durable eau essaie d'affronter.

La proposition actuelle est tout à fait satisfaisante. Les gouvernements sont sérieusement en train de considérer les problèmes de l'eau et les objectifs de développement durable sont beaucoup plus ambitieux que ceux du millénaire ; ces derniers étaient en effet focalisés sur l'accès des populations à l'eau potable et aux toilettes. À présent, il s'agit de considérer l'ensemble des problématiques de l'eau. Pour chacun des sujets, l'ambition est assez forte.

En pratique, l'objectif eau du millénaire vise à réduire le taux des populations qui utilisent la même eau que celle utilisée par les animaux. Mais si cela a permis d'éviter des contaminations animales, cela n'a pas garanti une eau potable. Les Nations unies avaient décrété que les objectifs-eau du millénaire avaient été atteints depuis longtemps. Or, 663 millions de personnes partagent encore aujourd'hui leur source d'eau avec des animaux. Cela veut-il dire pour autant que l'accès à une eau potable

non dangereuse pour la santé a progressé dans le monde ? Nous n'en savons rien, car cela n'a jamais été mesuré. Nous savons seulement que sur un jour donné, 2 milliards de personnes environ boivent de l'eau contenant des matières fécales. Dans l'année à venir, ce sont peut-être 3 milliards de personnes qui utiliseront de l'eau contaminée. Les objectifs du millénaire visaient donc assez bas, ce qui n'est pas du tout le cas des objectifs de développement durable. L'accès à l'eau potable, l'accès universel à une eau véritablement potable, non contaminée, est visé.

Nous observons une autre ambition très forte : s'attaquer enfin à la pollution des eaux due aux activités humaines. Il n'existait rien de tel jusqu'à présent dans la politique mondiale. Cela est pourtant déjà très présent en Europe, notamment en France où la qualité des rivières est bien meilleure qu'auparavant. L'idée aujourd'hui est que tous les gouvernements réduisent de moitié les rejets dans la nature d'eau polluée.

En ce qui concerne les ressources en eau, assurer des prélèvements durables est une nouvelle ambition. Aujourd'hui, des milliards de personnes utilisent des ressources surexploitées.

Dans le programme actuel, nous avons une dizaine d'éléments quantifiés avec des indicateurs en cours de préparation. L'Assemblée générale décidera des objectifs et des cibles et la commission Statistique sélectionnera les indicateurs pour les mesurer. Mais nous ne sommes pas absolument certains que les deux seront cohérents. En effet, les statisticiens qui travaillent sur les indicateurs pensent

que leur nombre est trop élevé. Mais réduire ce nombre ne signifierait-il pas réduire les ambitions de la politique qui sera décidée ?

Il faudrait dix indicateurs pour l'eau. S'il en est retenu moins de dix, une partie de l'ambition disparaîtra. La dernière liste proposée par les statisticiens des Nations unies n'en comporte que six : ils ont fait l'impasse sur les indicateurs correspondant à l'accès des populations à l'hygiène domestique, aux eaux usées, à la gestion durable des ressources en eau et à la coopération transfrontalière. Cette dernière partie de l'Objectif-eau pourrait d'ailleurs disparaître s'il n'y a pas d'indicateur.

Le plan actuel affronte l'ensemble des problématiques majeures de l'eau. S'il est adopté, il devrait déclencher des politiques plus agressives, plus toniques. Cependant, le risque que tous les indicateurs ne soient pas au rendez-vous perdure, auquel cas l'ambition serait quelque peu réduite. Pour que cela fonctionne, il est nécessaire d'avoir des mécanismes de suivi. Ceux-ci sont également en préparation. UN Water, la coordination des agences des Nations unies concernant l'eau, est en train de mettre sur pied tout ce qui est nécessaire pour permettre de mesurer au niveau mondial les dix indicateurs proposés. C'est un problème purement politique et non technique. Cette problématique qui vise à mesurer les progrès est absolument fondamentale : c'est ce qui permet à la société civile, aux gouvernements, aux responsables de toute nature de pouvoir discuter de la réalité des choses.

Aujourd'hui, il y a une sorte d'omerta sur l'objectif de l'accès à l'eau potable et aux

toilettes. Les Nations unies viennent de mettre en ligne une mise à jour de leurs statistiques mondiales. Selon cette publication, le problème viendrait des toilettes et il n’y aurait pas de soucis avec l’eau potable. Cela sous-entend qu’une politique plus tonique n’est pas souhaitée. Cette façon de communiquer ne rend pas compte des chiffres qui soulignent que tous les indicateurs sur l’accès à l’eau potable et aux toilettes sont positifs pour la moitié rurale du monde, mais négatifs pour la moitié urbaine du monde, laquelle d’ailleurs est en croissance. L’accès à l’eau potable se détériore dans les villes, l’accès aux toilettes et à l’assainissement également. J’espère que dans le cadre des objectifs de développement durable, nous aurons la capacité d’y voir plus clair : ils sont aujourd’hui sous les projecteurs d’une plus grande majorité et nous serons donc plus attentifs aux résultats.

### **Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l’eau et gouverneur au Conseil mondial de l’eau*

Ces objectifs de développement durable doivent permettre d’aller beaucoup plus loin, à la fois dans l’accès à l’eau et à l’assainissement, mais aussi dans la mesure de ce progrès par le biais d’indicateurs crédibles. Il est intéressant de noter que nous allons au-delà de l’accès à l’eau et à l’assainissement puisqu’un indicateur sur les catastrophes est prévu. Nous devons en effet mesurer aussi cette eau qui détruit. C’est une forme de progrès que de mesurer cette eau qui fait du mal.

Un certain nombre de publications sur le Forum mondial de l’eau ont fait part de certaines déceptions et attentes. Par exemple, des ONG ont publié une tribune

pour dire que les citoyens avaient été oubliés.

### **Henri BÉGORRE**

*Président du Partenariat français pour l’eau*

Le Forum mondial de l’eau, en Corée, se situe dans un agenda 2015 particulièrement chargé. Il est coorganisé par le Conseil mondial de l’eau et le pays hôte. On entend souvent beaucoup de déception de la part des Français. Cela me semble un peu excessif, même s’il faut être critique et ne pas considérer que les choses sont acquises. Un forum n’est pas simplement une semaine de débats : il s’agit de deux ans et demi de préparation. Depuis celui de Marseille, les Coréens ont été désireux de travailler avec les acteurs français pour être dans la continuité. Malgré la qualité de la délégation présente à Daegu et à Gyeongju, il est clair que les Coréens ont estimé qu’ils n’avaient pas vu toutes les personnalités françaises qu’ils attendaient.

Nous avons beaucoup de mal à faire en sorte qu’il y ait, suffisamment en amont, une préparation de ce genre de conférences. Les Coréens ont organisé les trois préparations ministérielles à Paris. Des réunions importantes se sont également déroulées dans le bureau de l’ambassadeur de France à Séoul pour véhiculer l’idée qu’il s’agissait d’un tremplin vers la COP21. C’est pour cela qu’un certain nombre d’acteurs français ont regretté qu’il n’y ait pas eu de mots un peu plus forts.

Il me semble qu’il ne faut pas aller à un forum et en attendre des résultats trop directs. L’important est de mettre en place les capacités à travailler ensuite ensemble

sur des projets concrets.

Notre rôle était effectivement de donner sur l'espace France un appui aux 250 Français qui intervenaient dans différents ateliers, conférences, *side events*, afin qu'ils ne restent pas entre eux, puissent échanger et engager ensuite un certain nombre d'actions. Les retours que nous avons eus sont assez positifs. Les Français, et surtout ceux présents à Daegu, se sont sentis soutenus. Ce forum a eu lieu sur deux sites, les volets politiques étant plutôt à Daegu. À Gyeongju, comme il n'y avait pas de tels espaces, quelques personnes ont fait le tour des différentes salles pour proposer leur appui, au niveau français comme au niveau francophone. Il y avait effectivement une forte attente des francophones d'être épaulés dans leur action. Nous avons affiché un certain nombre d'ambitions dans les messages que nous voulions faire passer au sein de ce forum sur le plan français. Ces messages portent essentiellement sur les objectifs de développement durable, les questions de gouvernance et la conférence sur le climat.

À Marseille, nous avons pu rassembler sous forme de *hard talk debates* des personnes ayant différents points de vue sur différentes questions ; des altermondialistes ont ainsi pu dialoguer avec des entreprises sur les questions de gestion de l'eau. Cela avait détendu un peu les relations. Sur l'espace France, un stand commun avait été mis en place pour le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap), le Syndicat des eaux d'Île-de-France (SeDIF) et Eau de Paris, alors que ce sont des modalités de gestion différentes.

En Corée, la question des ONG devait être complètement revue. Il y a eu de grandes avancées entre la première *prep'com* et la réalité. Les Coréens ont fait un énorme effort quant au problème de la société civile, même si cela ne correspond pas forcément à ce que nous avons eu précédemment.

Ce forum a-t-il été utile ? Avant-hier, à Paris, j'ai reçu une délégation coréenne qui nous a demandé de participer à un certain nombre d'actions. Dès octobre prochain, les Coréens organisent une grande manifestation sur l'eau, de nouveau à Daegu. Ils souhaitent faciliter des *clusters* qui associent différents acteurs économiques, politiques et humanitaires en rayonnant sur une partie de l'Asie et en s'adressant en particulier à la France. Nous avons parfois des difficultés à répondre sur le plan des acteurs publics. Il y a par exemple la recherche d'une grande métropole qui pourrait participer mais, pour l'instant, les invitations sont restées sans réponse.

Le forum de Corée avait ses faiblesses, mais soyons attentifs aux mots que nous utilisons. Nous avons eu aussi des résultats intéressants.

### **Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau*

Comment réfléchir à une cohérence de ces politiques ? Comment améliorer l'efficacité, l'efficience de la gouvernance de l'eau ? Comment les mesurer ? Quels sont les indicateurs pertinents auxquels nous devons réfléchir pour arriver à une gouvernance de l'eau optimisée ?

## Aziza AKHMOUCH

Responsable du programme sur la gouvernance de l'eau à l'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est très impliquée dans les discussions autour d'Addis-Abeba et de la conférence de septembre. Elle a eu l'honneur de coordonner le thème de la gouvernance au dernier forum, en Corée, mais également à Marseille. En tant que coordinateur de ce thème, je suis un peu plus optimiste sur l'intention du dernier forum d'assurer le suivi des engagements pris à la fois à Marseille et en Corée sur les thèmes pour lesquels les institutions veulent investir l'énergie et le temps nécessaires.

Nous commençons à réfléchir sur le sujet des indicateurs, notamment ceux de la gouvernance de l'eau à l'OCDE. Et ce pour plusieurs raisons. La première est que nous sommes tous convaincus que nous ne pouvons pas vraiment améliorer ce que nous ne pouvons pas mesurer. L'OCDE, en tant qu'organisation intergouvernementale, a d'abord pour rôle de conseiller les gouvernements sur leur politique publique. Pour le secteur de l'eau, ce rôle a surtout consisté à réaliser des *benchmarks* sur des cadres analytiques. Nous avons développé un outil qui permet d'évaluer les principaux déficits dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'eau en termes de gouvernance. Par exemple la fragmentation institutionnelle, la capacité des autorités locales et des opérateurs, les asymétries d'information et de données, les questions de corruption et de transparence, le décalage entre les frontières hydrologiques et les frontières administratives qui posent, avec beaucoup d'acuité et dans beaucoup de pays, la

question de l'échelle fonctionnelle pertinente pour gérer les politiques de l'eau, et ce malgré la directive cadre qui a déjà permis de bien avancer sur la gestion par bassins-versants.

Nous avons utilisé des cadres analytiques pour ces *benchmarks*, comparé notamment dix-sept pays de l'OCDE en 2011, treize pays d'Amérique latine en 2012 et réalisé des travaux plus thématiques sur la gestion de l'eau dans les villes ou le dialogue avec les parties prenantes. Nous avons aussi un autre moyen d'action pour aider à améliorer les politiques publiques de l'eau : l'élaboration de standards. C'est la force d'une organisation intergouvernementale que de créer un consensus entre ses pays membres. L'OCDE regroupe trente-quatre pays, d'économies industrialisées, développées. Il y a dix ans, lorsque le secrétaire général José Ángel Gurría a inséré l'eau dans le programme de travail, ces pays se sont demandés pourquoi l'OCDE avait besoin de travailler sur ce thème. Ils pensaient qu'il s'agissait essentiellement d'une problématique pour les pays en développement. La plupart des pays de l'OCDE ayant une couverture universelle et des infrastructures en place, ce n'était pas pour eux un domaine de politique prioritaire par rapport à d'autres sujets, comme l'éducation par exemple.

Aujourd'hui, ces pays ne se posent plus la question. Il y a eu un vrai progrès dans la prise de conscience politique de nos pays membres. Il ne s'agit pas uniquement d'une problématique d'accès, mais aussi d'une problématique de qualité et de quantité. Nous le voyons dans les projections environnementales de l'OCDE :

4 milliards de personnes vont vivre dans des situations de stress hydrique d'ici à 2050. La demande en eau, même si elle a tendance à diminuer dans la zone OCDE, va augmenter de façon exponentielle dans les autres pays, notamment les pays émergents.

Il y a donc un besoin de réfléchir aujourd'hui à la façon dont nous élaborons nos politiques pour mieux gérer ces risques. Nous devons trouver des structures de gouvernance appropriées grâce au travail de comparaison entre les pays de l'OCDE et l'élaboration de ces standards qui ont pris la forme de principes de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau. Beaucoup d'entre vous ont participé à l'élaboration de ce travail au cours des deux dernières années. Ces principes ont été approuvés et accueillis au niveau ministériel le 4 juin dernier. C'est la première fois que nous avons des sujets sur l'eau qui sont traités et abordés par nos pays membres dans une conférence ministérielle de l'OCDE. Cela témoigne assez fortement de leur conscientisation, en tout cas de l'intérêt qu'ils portent à ces sujets. Ce sont des principes qui donnent une grille de lecture pour évaluer les conditions en place afin d'assurer une bonne gouvernance de l'eau. Une telle gouvernance nécessite des politiques publiques claires, mesurables, chiffrables et qui font l'objet d'une évaluation et d'un *monitoring* assez régulier.

Ces principes sont organisés autour de trois grands blocs : l'efficacité de la gouvernance (allocation des rôles et responsabilités pour une gestion à la bonne échelle) ; la cohérence entre les domaines de politique et les questions de

capacité et d'efficacité de la gouvernance (sujets liés aux données et à l'information, à la façon dont les financements sont mobilisés et utilisés) ; l'engagement et la confiance des parties prenantes dans la gouvernance de l'eau. Cela va des questions d'intégrité et de transparence à la gestion des arbitrages entre les catégories d'utilisateurs, entre les générations actuelles et futures, entre les zones rurales et urbaines, mais également des sujets liés au *monitoring* et à l'évaluation.

Dans beaucoup de pays membres, ces sujets restent éminemment sensibles. En lisant ces principes, nous pourrions penser qu'il s'agit de quelque chose de tout à fait logique et évident. Mais parvenir à un consensus entre les trente-quatre pays de l'OCDE sur ces principes de base de l'allocation des rôles et responsabilités, jusqu'au *monitoring* et à l'évaluation pour améliorer ce qui est nécessaire, a réellement requis bon nombre de concessions. C'est le prix de l'« intergouvernementalité ». Aujourd'hui, l'OCDE s'engage à assurer le suivi de ces principes et à produire des données dans les trois prochaines années sur la façon dont ses pays membres et des pays non membres se positionnent.

Cela pose la question des indicateurs, notamment ceux de gouvernance. Il y a deux points sur lesquels les statisticiens peinent à trouver des indicateurs et ils sont liés à des sujets de gouvernance : la coopération transfrontalière et la gestion intégrée des ressources en eau. Il est vrai que l'on a tendance à considérer que si l'on ne sait pas mesurer, on ne peut pas s'engager. À l'OCDE, nous avons des approches beaucoup plus nuancées. Si

nous avons dû attendre d'avoir des indicateurs en place pour établir des objectifs de politique, de nombreux points obtenus ces dernières années ne l'auraient pas nécessairement été.

La réflexion actuelle prend en compte un certain nombre de difficultés. Lorsque l'on parle de gouvernance, nous parvenons à obtenir des indicateurs assez objectifs. Notamment dans les systèmes des agences onusiennes sur les résultats de la politique de l'eau mesurant la qualité. Dans le cadre de l'Union européenne, cet exercice est assez réussi. Sur les questions de quantité, nous parvenons aussi à faire des projections. Dès lors qu'il s'agit des institutions et des processus, cela devient plus compliqué. Il n'y a pas forcément de causalité entre des structures de gouvernance dans lesquelles un certain nombre de facteurs influent tout au long du processus d'élaboration et de mise en œuvre de la politique publique. Des progrès sont faits. Nous venons de publier une étude sur la gouvernance des villes parmi les trente-quatre pays membres. Celle-ci montre que lorsque l'on met en place une structure métropolitaine, avec une mutualisation des compétences dans un certain nombre de domaines en fonction d'approches territorialisées, les gains peuvent aller jusqu'à 5 ou 6 %. Nous parvenons à avancer dans le sens d'une meilleure corrélation entre des structures de gouvernance, des arrangements de gouvernance et des résultats de politiques. C'est dans ce cadre que s'inscrit le travail en cours.

Il y a évidemment une question éminemment liée à la complexité de la gouvernance, souvent très fragmentée, souvent locale et qui implique de gérer des

interdépendances entre les niveaux de gouvernement, entre les secteurs public, privé et associatif. La question de la comparabilité des données, notamment dans une région de l'OCDE, se pose. Nous avons des pays extrêmement fédéralisés où la gestion de l'eau a été complètement décentralisée, avec des structures très unitaires. C'est le cas de la Corée, du Chili, ou d'Israël où nous avons d'autres modalités de gestion. Cela implique qu'il n'y a pas d'optimalité, quels que soient les indicateurs que nous serons amenés à développer dans l'année qui suit. Notre objectif n'est pas de faire un classement ou un *benchmark* des pays de l'OCDE. Cela existe à certains endroits, dans des régions assez circonscrites ; par exemple, un index classe vingt-deux pays d'Asie du Sud-Est quant à leur niveau de gouvernance de l'eau. Cet index est basé sur une combinaison d'indicateurs factuels de perception assez compliqués. Ce n'est pas notre approche.

L'approche derrière ces indicateurs est double. Premièrement, il s'agit d'établir des catégories de pays membres de l'OCDE qui font face à des défis similaires pour pouvoir leur proposer des recommandations plus adaptées à leur structure institutionnelle et à leur déficit dans le secteur de l'eau. Cela est extrêmement important. Dans ce dialogue entre pays, entre villes ou entre bassins aux problématiques similaires, les innovations institutionnelles, les pilotes, les expérimentations permettent d'améliorer la gestion de l'eau. Cela permettra d'élaborer des familles de pays en fonction de la maturité de leur gouvernance et de la capacité de cette dernière à répondre aux risques futurs.

Le deuxième objectif est de révéler

l'information aux différentes parties prenantes. C'est un aspect sur lequel nous avons beaucoup buté en élaborant les principes. Certains pays de l'OCDE pensent encore qu'il vaudrait mieux discuter avec des structures fermées, à huis clos, car ce sont eux qui savent le mieux ce qui pêche dans les sujets de politique de l'eau, de gouvernance en particulier. Et une fois en accord avec l'analyse, sur les données, il faudrait ouvrir une consultation publique qui deviendrait une sorte de *tick the box* à faire valoir. Ce n'est pas l'approche que nous avons adoptée. La nôtre est totalement inverse. Nous cherchons à développer de façon *bottom-up* cette orientation, ces principes de gouvernance, avec l'expérience de terrain et la notion de réalité que les différents opérateurs, organismes de bassin, représentants des gouvernements peuvent apporter. Il faudrait ensuite entrer dans un processus de négociations intergouvernementales pour harmoniser et faire converger les différents membres. L'idée est de faire la même chose à propos des indicateurs. Cela ne se fera pas sans lutte, bien évidemment.

Pour conclure, la première étape de ce travail a été d'inventorier ce que nous avons pu repérer en termes d'indicateurs de gouvernance et de cadres d'évaluation de la gouvernance de l'eau, en place ou à installer. Il ne s'agit pas de tous les indicateurs du secteur de l'eau, mais de ceux ciblés sur les questions de gouvernance. Il ressort qu'un grand nombre de ces indicateurs mesurent certains aspects de la gouvernance, comme la gestion par bassin ou encore la corruption dans le secteur. Mais, à ce jour, il n'y a pas

de cadre plus systémique sur l'ensemble des défis de gouvernance. Nous ne voulons pas réinventer la roue, mais reprendre les indicateurs existants et les inscrire dans le cadre des principes de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau. Nous espérons ainsi obtenir une vision un peu plus large des problèmes de mise en œuvre dans le secteur.

Nous avons deux ou trois ans pour y parvenir. L'idée est d'aller au huitième Forum mondial de l'eau, à Brasilia, avec un rapport sur la mise en œuvre des principes dans les pays membres et les pays qui s'y intéressent.

### **Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau*

Effectivement, l'un des premiers progrès, à mon sens, est de mesurer combien l'OCDE est engagée aujourd'hui dans cette politique de l'eau et combien l'Organisation a pris ces sujets à bras-le-corps. C'est un véritable progrès pour l'eau et son accès.

Le deuxième élément est de mesurer combien vous allez chercher l'expérience de terrain et observez les différences entre les pays de l'OCDE étudiés. Vous faites ainsi remonter les meilleures pratiques et les échanges de bonnes pratiques. Vous ne cherchez pas à obtenir des théories à appliquer. Vous allez au contraire chercher les informations sur le terrain pour créer ensuite des formes de modèles. La démarche est parfaite et s'inscrit dans une énergie de construction et de concertation avec l'ensemble des acteurs de l'eau de ces pays membres de l'OCDE.

## Échanges avec la salle

**Bernard BARRAQUÉ**

*Directeur de recherche CNRS*

Grâce au Cercle français de l'eau, je me suis retrouvé parmi les dix juges qui ont évalué les projets en compétition du Water Excellence Challenge. Pour la première fois dans ce Forum mondial de l'eau, les Coréens avaient organisé deux compétitions où des projets adaptés à des pays en situation de développement portaient sur l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement ou encore la lutte contre les catastrophes.

Nous avons travaillé pendant six mois, en commençant par sélectionner une liste de problèmes qui nous semblaient les plus importants. Sur trente-cinq problèmes, nous en avons retenu quinze. Sur cette base, nous avons obtenu soixante-cinq réponses que nous avons interclassées. Nous avons conservé dix réponses autour desquelles nous avons organisé une journée de discussions. Dans le jury, la France était très bien représentée, à hauteur de quatre représentants sur dix, dont un Coréen, un Japonais et un Uruguayen. Je ne sais pas comment le jury a été constitué, mais je ne l'ai pas trouvé suffisamment international. Je pense que de nombreuses personnes sollicitées n'ont pas souhaité y participer.

Les projets ont été en partie soumis aux deux programmes de compétition : Water Excellence Challenge et Water Showcase. Les processus de sélection ayant été différents, un projet que nous n'avions pas retenu parmi les dix sélectionnés, qui concernait une politique globale de gestion de l'accès à l'eau au Rajasthan et en Inde, est arrivé premier au Water Showcase.

Il n'y a eu aucun projet français, comme si le dépôt de projets était réservé à des pays du tiers-monde. Je connais une petite société, Eole Water, brevet du CNRS, capable de produire de l'eau potable pour une famille via une éolienne permettant de condenser l'humidité de l'air. La société vend très bien ce concept en Arabie Saoudite. Cette société n'aurait peut-être pas eu le prix, mais elle aurait tout à fait pu candidater.

Pour preuve, le premier projet que nous avons sélectionné est un projet de récupération de l'eau de pluie sur des toitures, avec un mur d'eau constitué de bouteilles en PET enfilées les unes dans les autres et un système d'étanchéité. Le mur d'eau peut être à l'intérieur d'une maison, à l'ombre, alors que, la plupart du temps, dans les favelas brésiliennes par exemple, les stockages d'eau sont installés sur les toits, car l'eau est intermittente ; la citerne se trouve alors en plein soleil. Le mur d'eau, lui, est au rez-de-chaussée, à l'ombre. Il est possible de voir s'il fuit et il est branché sur un filtre à sable avec un minimum de charbon actif qui rend l'eau à peu près potable. En Colombie ou au Venezuela, pays inventeurs de ce concept, comme il pleut un peu tous les jours une grande partie de l'année, cette installation est formidable.

Le deuxième prix a été décerné à un étudiant grec qui pense que l'on peut arriver à produire de l'eau potable dans les îles grecques en dessalant l'eau de mer grâce à une combinaison éolien/photovoltaïque. L'eau amenée en tankers dans les îles grecques coûte entre 9 et 10 euros. Il y a donc des choses moins chères à mettre en place.

Nous nous sommes mis d'accord avec les organisateurs pour faire de la publicité auprès de nos amis brésiliens afin de lancer un nouvel appel à projets. Cela permet de donner une visibilité à des personnes qui travaillent sur le terrain pour améliorer l'accès à l'eau.

Nous avons proposé dix indicateurs pour l'eau, nous en aurons peut-être six. L'eau est l'un des dix-sept objectifs. Il y a 303 indicateurs en tout. L'eau n'est donc pas l'objectif qui en demande le plus. Nous ne savons pas précisément quels sont ces dix-sept objectifs. Pourrions-nous espérer pouvoir réintroduire par la suite certains indicateurs ? Sur l'hygiène, par exemple. Ne pouvons-nous pas glisser certains de nos indicateurs dans d'autres axes, faire de l'entrisme ?

### **Gérard PAYEN**

*Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du secrétaire général de l'ONU*

Le débat est trop avancé pour procéder ainsi. Aujourd'hui, la liste des indicateurs est assez longue (303), il sera extrêmement difficile d'en introduire un nouveau. En revanche, nous pouvons donner le numéro que nous voulons à ceux qui figurent sur la liste. Les personnes qui travaillent dessus sont tout à fait flexibles à ce sujet. Prendre un indicateur eau pour le mettre ailleurs, cela signifie prendre la responsabilité de supprimer un autre indicateur sur un autre sujet ; ce n'est pas simple à obtenir. Il faut être conscient que les autres sujets ont également leur importance. Je ne suis pas très optimiste sur cette façon de procéder.

Il y a d'autres indicateurs dont je n'ai pas parlé qui sont proposés aujourd'hui et qui concernent en partie l'eau : la réduction de la pauvreté, l'accès aux services de base, ce qui comprend la mesure de l'accès à l'eau, de l'éducation.

### **Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau*

Je voudrais revenir sur le forum et sur ma question un peu offensive. Il est important que nous nous posions ces questions pour voir de quelle façon il est possible de chercher à optimiser et à rendre le prochain forum, au Brésil, beaucoup plus efficace. Fort heureusement, de nombreuses choses positives ont été faites, comme la déclaration de l'OCDE sur les principes de la gouvernance de l'eau, toutes les déclarations parlementaires, ministérielles, auxquelles Jean Launay et Michel Lesage ont participé. Il faut regarder ce qui a été fait afin d'améliorer et d'aller dans le sens d'une optimisation pour le forum du Brésil.

### **Jacques OUDIN**

*Conseiller maître à la Cour des comptes, ancien sénateur de Vendée, président d'honneur du Cercle français de l'eau*

Ce que Gérard Payen nous a dit tout à l'heure montre que les problèmes de l'eau dans le monde ne s'améliorent pas de façon extraordinaire. Dans les zones déshéritées, au Sahel, au Moyen-Orient, les conflits, la misère et la mauvaise gestion entraînent des situations de plus en plus difficiles. Dans les mégalo-poles, les banlieues, les zones périphériques, nous constatons les mêmes problèmes.

Depuis la création du Cercle français de l'eau en 1990, nous étions telle une oasis dans un désert : il n'y avait pas beaucoup de cercles de réflexion et de regroupements d'acteurs, en France en particulier. Vingt-cinq ans après, les progrès sont fantastiques. Le nombre d'organisations, de réunions, de prises de conscience et de progrès accomplis est extrêmement intéressant et nous permet d'être optimistes. Il y avait 14 000 personnes à Daegu, 30 000 à Istanbul. L'OCDE a fait un travail de recherche et de réflexion tout à fait substantiel.

Il y a tout de même un petit bémol : les résultats ne sont pas encore au rendez-vous. Nous pouvons également nous demander ce que fait l'Europe. A-t-elle une politique de l'eau ? J'ai cru comprendre que le fonds Facilité Eau avait presque disparu. Cela pose problème.

## Sophie AUCONIE

Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau

L'Europe possède effectivement une politique de l'eau. Nous en avons pour preuve la directive cadre eau et toutes les directives et règlements déclinés depuis sur tous les sujets liés à l'eau. La politique du développement au sein de l'Union européenne fait partie des enveloppes communautaires les plus dotées. Elle intervient de plus en plus dans les pays pour lesquels l'accès à l'eau et à l'assainissement représente un véritable enjeu de développement pour les habitants.

L'Europe ne sait plus comment communiquer avec ses citoyens sur ce que sont ses politiques, notamment la politique de développement. Ce sont des sujets dont nous ne parlons plus. Il faut que les parlementaires ayant la main sur cette commission soient force de proposition pour une véritable et efficace politique de développement sur les territoires des pays émergents. Il faut également une vraie concertation des différents acteurs qui interviennent sur ces territoires concernant l'accès à l'eau et à l'assainissement.

## Aziza AKHMOUCH

Responsable du programme sur la gouvernance de l'eau à l'OCDE

La discussion autour de la Blueprint Strategy est assez intéressante, car elle reflète un changement de paradigme. Nous passons d'une aire où nous avons mis en place une directive à un programme de mise en œuvre et d'accompagnement des pays membres. Nous créons des objectifs communs, suivons les objectifs de la directive cadre et essayons de converger vers une restauration écologique des eaux. Aujourd'hui, l'accent est davantage sur l'accompagnement des pays membres que sur la régulation en tant que telle. Il y a tout de même des débats assez intéressants autour du *benchmarking* et de la directive concession.

Chacun des vingt-sept États possède une loi sur l'eau ainsi qu'une agence nationale de l'eau dotée d'un certain nombre de prérogatives. Nous venons par exemple de conduire un dialogue des politiques de l'eau sur des sujets de gouvernance avec le Brésil. Emmener avec nous l'ancien chef de l'eau de la Commission européenne au Brésil a été une façon de partager l'expérience d'une politique de l'eau à l'échelle de l'Union européenne. Ce qui est en train de se passer autour du Blueprint mérite une attention particulière, notamment pour l'OCDE. Nous ne sommes pas un régulateur. Nous ne pouvons donc pas imposer de changement dans nos pays membres. Mais nous pouvons, par la force de recommandations et l'évidence de données factuelles, de données objectives et de comparaisons internationales, faciliter les réformes.

Il y a un rôle pour les institutions en matière de *soft law* et de recommandations. Mais il y a surtout un besoin de partage entre ces acteurs qui travaillent ensemble pour converger vers une amélioration de la gouvernance de l'eau. C'est cette approche qui est la nôtre. Si nous travaillons avec des structures comme l'Union européenne et des bailleurs de fonds tels que la Banque asiatique de développement ou la Banque interaméricaine de développement, nous parvenons à des synergies. Ces structures intègrent dans leur programme d'assistance technique un certain nombre de ces recommandations. La mise en œuvre de la politique de l'eau est une responsabilité en partage et ces discussions à l'échelle de l'Union européenne sont intéressantes.

## **Gérard PAYEN**

*Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du secrétaire général de l'ONU*

Je suis personnellement très pessimiste. Les problèmes de l'eau sur cette planète s'aggravent de jour en jour et nous pratiquons d'une façon générale la politique de l'autruche. Je suis pessimiste en particulier parce que personne n'a la solution. Ce ne sont pas les individus ou les organisations particulières qui peuvent trouver les réponses. Les problèmes de l'eau se résolvent collectivement et nécessitent par conséquent des politiques publiques.

Mais je suis aussi optimiste, car j'ai l'impression que, pour la première fois au niveau mondial, une stimulation des politiques publiques en matière d'eau va avoir lieu. Cela me rend plein d'espoir. Tant qu'il n'y a pas de politiques publiques, il ne faut pas attendre de résultats. L'accès à l'eau potable universel ou la dépollution des rivières n'arriveront jamais par hasard. Il faut des politiques publiques volontaristes qui cherchent des résultats, qui mesurent les progrès pour qu'ils existent. Je pense que les objectifs de développement durable sont structurés d'une façon telle que, dans quinze ans, tous les gouvernements de la planète auront probablement une politique qui visera l'accès à l'eau potable, la gestion durable des ressources en eau, la dépollution des eaux, etc.

Cela est vraiment de nature à changer les choses. C'est un pari sur le futur. En termes d'indicateurs de gouvernance, le premier à inscrire consisterait à attester l'existence d'une politique pour chacune des cibles des objectifs de développement durable. Une telle existence dans chaque pays serait déjà un gage de progrès.

## **Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau*

Dans un certain nombre de pays, le soleil et le vent sont des éléments qui participent à leur « faiblesse ». Compte tenu des nouvelles technologies, ces éléments deviennent un atout pour obtenir de l'énergie. Par exemple, les éoliennes vont pouvoir, par condensation, approvisionner en eau un foyer isolé. C'est l'un des critères qui font que je suis optimiste : les nouvelles technologies vont nous permettre d'avancer en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

## **Bernard BARRAQUÉ**

*Directeur de recherche CNRS*

Nous avons fêté il y a peu le dixième anniversaire de la loi portée par Jacques Oudin sur les fonds d'Athis-Mons en matière de coopération décentralisée. Durant toutes ces années, nous avons fait beaucoup d'efforts pour essayer d'eupéaniser cette politique. Il faut bien avouer que, pour l'instant, nous avons échoué. Mais le plus ennuyeux, c'est qu'il y a assez peu de villes françaises qui se précipitent pour agir. J'ai eu beaucoup de difficultés à trouver une collectivité locale française pour monter un dossier en Tunisie. Relancer cette politique de coopération décentralisée pourrait peut-être être inscrit à l'agenda de nos différentes institutions.

## **Henri BÉGORRE**

*Président du Partenariat français pour l'eau*

Quelques remarques sur l'Europe. Au niveau des intervenants européens au forum de Corée, j'ai trouvé des éléments très positifs au cours du petit déjeuner francophone que nous

avons coorganisé avec le Cercle français de l'eau, en particulier l'ouverture sur l'Afrique. Un représentant de la Commission européenne, qui était l'un des responsables du secteur eau, a évoqué certains points généraux de l'Union européenne, tout en indiquant être à la disposition d'un certain nombre de pays qui souhaitent développer des programmes ou de personnes qui souhaitent développer des actions concrètes. À l'initiative du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de la plateforme Global Water Solidarity (GWS), il y a eu des contacts. J'en ai été témoin et j'ai renforcé par la suite des opportunités pour certaines régions défavorisées de l'Afrique subsaharienne, où notamment un projet a été signé sous l'autorité de la ministre de la Coopération au Forum des collectivités.

Les États ne doivent pas être en première ligne sur ces questions de gouvernance. Il faut, au travers de projets qui peuvent certes être ambitieux, obtenir la mobilisation des autorités locales et régionales. Je me souviens d'une réunion à Marseille sur ce sujet afin de savoir ce qui devait être mis dans un certain nombre de déclarations. Nous n'étions déjà pas très nombreux dans ces groupes de travail pour la déclaration des autorités locales. Il faut pourtant obtenir une mobilisation à tous les niveaux. Nous devons nous compléter pour arriver à ce que ces projets se mettent en œuvre et puissent ensuite servir, non pas d'exemples, mais de références pour la préparation d'autres projets.

### **Danielle NOCHER**

*Fondatrice, directrice de la publication et de la rédaction de Valeurs vertes*

Nous avons vraiment l'impression que vous êtes dans le concret. Il me semble qu'il faut effectivement profiter de ce sommet sur le climat, qui pour l'instant paraît être une chose intéressante et un peu trop grandiose, pour y associer l'eau. Chacun d'entre vous mérite d'être en direct avec l'opinion, qui ne comprend pas toujours et qui s'intéresse à des sujets parcellaires. Il faut avoir cette vision synthétique. Je ne sais pas comment vous aider. Je suis prête à relayer vos propos, mais je pense qu'il faut le faire via les réseaux sociaux pour alerter et mobiliser l'opinion.

### **Pierre VICTORIA**

*Délégué général, Cercle français de l'eau*

Le fait d'avoir écrit pendant des années qu'en prenant des technologies durables et bon marché nous arriverions à résoudre les problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement me pose problème. Aucune autorité politique n'a essayé de mettre autour d'une table les acteurs pour savoir ce qu'étaient des technologies durables et bon marché dans ce domaine. Là est le véritable problème. Nous ne pouvons pas faire uniquement du déclaratif, il faut être capable de créer le maillon qui va permettre de passer à l'action.

Le forum de Corée est parti sur l'idée que la technologie peut régler les problèmes d'une partie du monde. Il est clair aujourd'hui que si la technologie de l'eau permet de limiter la pression sur les ressources, elle ne constituera pas une solution globale. Certes, à Singapour, nous pourrions toujours boire de l'eau potable à partir d'eaux usées pour éviter de dépendre de la Malaisie, mais ce n'est pas ainsi que le sujet doit être traité. Nous ne pouvons le faire qu'en ayant une gestion partagée et coopérative au niveau des bassins-versants.

Avez-vous l'impression que cette idée de partage et de coopération, qui est fondamentale du fait même de la géographie mais aussi de la politique menée, est aujourd'hui en régression ? La question des populations de l'aval par rapport à l'amont en matière de ressources en eau ou en refus de recevoir les pollutions de l'amont représente-t-elle un sujet qui monte ? Y a-t-il

une régression d'une certaine vision collective au profit d'une sorte d'indépendance hydrique ou, au contraire, peut-on encore espérer de cette coopération et du partage, qui dans le fond font partie des valeurs que nous partageons ici en tant que communauté de l'eau ?

### **Jeanne DEFOI**

*Directrice de l'Office de l'eau de Martinique*

J'ai retenu les nouvelles ambitions des objectifs, en particulier l'accès à l'eau véritablement potable, non contaminée, et la réduction de moitié des flux. Ma question porte sur la coopération, notamment par rapport au prochain Forum mondial de l'eau. J'aimerais savoir si, dans la préparation qui a certainement déjà commencé, il y a un volet sur cette coopération, en particulier avec Haïti. Notre président est allé à Haïti et a mis l'accent sur cette coopération qu'il a appelée de tous ses vœux et surtout sur l'implication des départements français d'Amérique (DFA) dont nous faisons partie (Guadeloupe, Martinique, Guyane) pour la mettre en place.

L'Office de l'eau de la Martinique est en train de mener une action avec Haïti, où de véritables problèmes de sécheresse sont visibles. Je crois qu'il y a également des actions menées dans le cadre de la gestion des eaux pluviales, par exemple le barrage de Salagnac.

Le vœu que je forme dès maintenant, c'est que nous commençons à travailler sur cette partie coopération, notamment avec Haïti et avec les DFA, dans l'objectif d'appliquer et de mettre en action le vœu du président, qu'il y ait un véritable échange. L'ambassade de France est partie prenante avec les ONG et avec l'AFD.

### **Henri BÉGORRE**

*Président du Partenariat français pour l'eau*

Je crois qu'il est important de travailler à Haïti et également avec les Offices de l'eau de Martinique, Guadeloupe et Guyane. Mais cela est très difficile. Je connais un certain nombre d'acteurs impliqués là-bas, mais je ne suis pas sûr qu'il y ait pour autant le succès en résultats de l'action menée pour les populations. Ce n'est pas seulement une logique de coopération qu'il faut avoir, mais une logique de développement d'un pays qui a beaucoup souffert par vagues successives. Il faut sans doute reprendre les choses autrement. Aujourd'hui, toutes les personnes qui me parlent d'expériences à Haïti sont déçues : elles ont le sentiment qu'il n'y a pas eu de retour. Ce n'est bien sûr pas une raison pour baisser les bras, il faut continuer.

### **Sophie AUCONIE**

*Coprésidente du Cercle français de l'eau et gouverneur au Conseil mondial de l'eau*

Le Conseil mondial de l'eau va donner lieu à une nouvelle gouvernance, avec un *board* qui sera élu le 12 novembre prochain. À partir de cette date, nous verrons comment nous pourrions envisager votre proposition.

### **Jean LAUNAY**

*Député du Lot, président du Comité national de l'eau*

J'ai eu la possibilité, en tant que représentant de l'agence de bassin Adour-Garonne, de participer au huitième Forum mondial de l'eau. Je voudrais revenir sur cette partie du forum qu'était le processus parlementaire. Michel Lesage, Jean-Marie Tétart et moi-même étions les trois députés français présents. Le processus parlementaire était une journée particulière. Nous avons réussi à nous procurer avec quelques difficultés la version prévue par les Coréens,

quasiment sous embargo. Nous avons heureusement pu travailler dessus en amont. Il y avait cinq ou six références à la technologie, notamment coréenne, la solution de tous les maux de la terre en matière de gestion de l'eau. De plus, il n'y avait aucune référence à la COP21 dans la conclusion. Il n'y en a pas eu non plus dans la conclusion générale, mais nous avons tout de même réussi à en faire référence dans la conclusion du processus parlementaire.

Il a fallu se battre au cours de la table ronde que je menais. Au bout d'une heure, chacun des parlementaires avait épuisé son temps de parole. Pour un peu, l'organisation ne nous conviait pas à la suite du débat. Mais j'ai réussi à donner la parole à la salle et nous avons eu l'expression de sept parlementaires de cinq pays. Ces interventions ont finalement démontré que la technologie ne peut pas résoudre tous les problèmes liés au changement climatique et à ses effets sur les politiques de l'eau. Nous avons eu des témoignages de députés du Bhoutan, du Pakistan, qui montrent bien que le lien entre le réchauffement climatique et les politiques est réel et qu'on ne peut trouver uniquement des solutions techniques par construction de barrages ou de retenues d'eau. Cela a été une petite victoire, et un travail indispensable.

L'eau est une affaire de réseau. De façon concrète et de par les relations entre les gens, je crois que le débat organisé aujourd'hui par le Cercle français de l'eau sera utile pour être encore plus opérationnel dans les prochains rendez-vous internationaux. Il nous faut réussir à communiquer davantage. Les enjeux de la politique de l'eau sont mondiaux. Je crains qu'ils ne se transforment en enjeux de guerre, et j'aimerais qu'ils deviennent des enjeux de paix. Si nous ne les prenons pas à bras-le-corps, nous ne parviendrons pas de façon concrète à les finaliser au-delà de la coopération décentralisée, au-delà de la loi Oudin-Santini. Je crois qu'il y a une vraie prise de conscience : se préoccuper des problématiques de l'eau au niveau international, c'est se préoccuper de la paix